



FERMETURE DE SITES, TRANSFERTS DE MISSIONS, RESTRUCTURATIONS ...

LA CGT 47 RESISTE !!!

1) Alibis de la DDFIP

Le directeur prend comme prétexte que la situation des petits postes serait intolérable pour les agents et qu'il faut les fermer....

Mais où est passé le discours « du guichet fiscal unique au plus près de la population » que l'administration a vendu à tout le monde pour cautionner la fusion impôts-trésor ?

La proximité ne se mesurerait plus en kilomètres, il y a internet !!! Les discours s'adaptent en fonction du vent comme de véritables girouettes...

Concernant les moyens humains, c'est bien l'administration qui est responsable de la situation actuelle en appliquant de façon dogmatique, année après année, les suppressions d'emplois et les transformations de missions. ***La DDFIP a beau jeu, par la suite, de dénoncer une situation inconfortable pour les agents : c'est une stratégie bien rodée et appliquée volontairement.***

Les suppressions de postes dans notre administration, ne sont que la conséquence de l'austérité réclamée par le politique ! Pourtant jamais autant de richesses n'ont été produites dans le pays, mais par contre, des milliards de cadeaux sont donnés aux entreprises et aux actionnaires sans contre partie. Cette politique ne règle rien, car il y a toujours plus de chômeurs et de fermetures d'entreprises alors que le MEDEF avait promis la création d'un million d'emplois.

2) Les dernières rumeurs ... et annonces

Dès la fin 2014, les rumeurs allaient bon train sur le prochain wagon de fermetures de trésoreries au 1^{er} janvier 2016 : Mézin, Villereal, Penne, Duras ...

Lors d'un Comité Technique Local, le directeur nous a annoncé que seule la trésorerie de Mézin disparaîtrait.

Finalement, à l'ordre du jour du CTL convoqué pour le 08/09/2015, **il est bien prévu de supprimer au 01/01/2016 les trésoreries de Duras, Villereal et Mézin !**

Voilà comment se déroule le dialogue social dans notre administration du Lot et Garonne et, avec quel zèle, elle applique les directives de Bercy.

Dans le même temps, le recouvrement des impôts des particuliers sort des trésoreries pour être transféré au sein des SIP (Aiguillon).

Le devenir des trésoreries mixtes comme services de l'Etat est dès lors menacé. En sortant le lien avec les impôts de l'Etat, rien ne garantit que les trésoreries et leur personnel ne soient pas transférés au sein des collectivités territoriales ou dans des agences comptables.

D'ailleurs, l'Article 40 de la loi n°2014-1545 du 20/12/2014 permet aux collectivités locales de faire appel à des prestataires privés pour recouvrer leurs créances...

Enfin, des réformes sont en cours pour fusionner d'autres services comme les SIE (Marmande – Tonneins) ou transférer l'activité hospitalière des trésoreries (Fumel, Nérac) sur un site unique (départemental ... jusqu'à quand ?), départementalisation des CDIF. Par ailleurs, certains services pourraient être régionalisés (pôle juridictionnel du contentieux, service de gestion fiscale, RH) ; la retenue à la source se met en place ... et tout ce que nous cachent nos dirigeants...

3) Contexte national

Aujourd'hui, le gouvernement ajoute à ce tableau la réforme territoriale. La création des super-régions, des métropoles et les fusions de communes toujours plus importantes, aboutissent au recul du rôle de l'état et à l'affaiblissement des politiques publiques. Selon le directeur, notre réseau se calera sur les nouvelles structures territoriales, alors que rien dans la loi ne l'y oblige.

4) La CGT 47 décide de résister !

Dès la fin de 2014 et depuis le début de 2015, la CGT Finances Publiques 47 a décidé d'agir :

- Nous nous sommes adressés par courrier à tous les élus locaux du département pour les informer de toutes les restructurations en cours, ou à venir, initiées par la DDFIP et des risques de disparition de plusieurs sites dans le Lot et Garonne.
- Nous avons aussi rencontré à deux reprises, le Président du Conseil Départemental (également sénateur) et deux députés pour leur exposer cette situation et ces conséquences sur le réseau rural local, en matière de services publics.
- A l'annonce de la fermeture de Penne d'Agenais au 1^{er} janvier 2016, les agents de la trésorerie ont soutenu la démarche proposée par la section CGT d'une pétition à faire signer aux usagers.

Les premiers résultats sont là !

- ↳ A ce jour, nous avons récupéré plusieurs délibérations des communes concernés par des sites menacés, s'opposant fermement à leur fermeture.
- ↳ A ce jour, la pétition contre la fermeture de Penne d'Agenais a récolté plus de 700 signatures et plusieurs collectivités locales du canton refusent la fermeture de la trésorerie.

C'est grâce à ces mobilisations initiées par la CGT 47, que finalement, la Trésorerie de PENNE d'AGENAIS NE FERMERA PAS en 2016 !

La CGT 47 considère qu'il s'agit là d'une première victoire !

Nous ne sommes pas dupes et restons bien conscient qu'il ne s'agit que d'un sursis.
Il n'en demeure pas moins qu'en RESISTANT, on peut GAGNER !

Résister, c'est s'opposer, dès cette année, aux fermetures des trois trésoreries de Mézin, Villeréal et Duras

Résister, c'est combattre les futures réformes nocives pour les citoyens/usagers des services publics et pour nous agents DGFIP.

Résister, c'est prendre position pour une autre politique de l'utilisation de l'argent public au service des populations.

Résister, c'est aussi pour la CGT une question de principes contre ce que nous qualifierons de reculs et de désertification du Lot et Garonne !

